



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD – PAS-DE-CALAIS
PICARDIE

Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement

Unité Départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Prouvy, le 23 mai 2016

Affaire suivie par Stéphanie LAMAND
Téléphone : 03.27.21.05.15
Télécopie : 03.27.21.00.54
stephanie.lamand@developpement-durable.gouv.fr

Référence : SL/DT-V4-0187

**RAPPORT DE L'INSPECTION
DES INSTALLATIONS CLASSEES**

OBJET : **Rapport de présentation au CODERST**
Modification de l'Arrêté Préfectoral du 16/10/2000

Références : Courriels des 19 et 20 mai 2016 (demande de modifications)
Courrier du 11 avril 2011 complété par courrier électronique du 27 avril 2016
(demande d'antériorité)
Courrier du 3 mars 2011 (demande de modifications)

N° S3IC : 070.04065

Type d'établissement : Autorisation

Equipe : V4

DEMANDEUR

- Raison sociale : GALLOO FRANCE SA
- Adresse du siège social : Première avenue, PORT FLUVIAL – 59250 HALLUIN
- Nom de l'établissement : GALLOO FRANCE SA VALENCIENNES
- Adresse de l'établissement : Rue de la Bleue du Nord – 59300 VALENCIENNES
- Activité : Dépollution et démontage de VHU et récupération et
stockage de vieux métaux
- Nombre de salariés : 5

GALLOO FRANCE_Valenciennes_RAPCO_070.04065_23052016

Sommaire du Rapport

Annexes

- 1.- Objet
- 2.- Examen des demandes
- 3.- Propositions

1.- Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

1.- Objet

Par courrier du 11 avril 2011 complété par courrier électronique du 27 avril 2016, l'exploitant a demandé à bénéficier de l'antériorité pour les rubriques 2710-1, 2710-2, 2711, 2712, 2713, 2718 et 4734, suite au changement de la nomenclature des Installations Classées.

Par courrier en date du 3 mars 2011 et par courrier électronique du 20 mai 2016, l'exploitant a demandé à modifier les capacités mensuelles et annuelles de traitement des métaux ferreux, des métaux non ferreux et des batteries prévues à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16/10/2000.

Le présent rapport informe M. le Préfet de l'avis de la DREAL.

2.- Examen des demandes

2.1 - Demande d'antériorité

L'établissement GALLOO FRANCE, situé sur la commune de VALENCIENNES, exploite un chantier de récupération de métaux ferreux et non ferreux ainsi qu'une activité de démontage et de dépollution de VHU sur la parcelle cadastrale n° 337 B pour une surface de 3 734 m².

Les activités prévues à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16/10/2000 sont :

- une activité de récupération et de stockage de vieux métaux relevant de la rubrique 286 sous le régime de l'autorisation pour une surface de 3 734 m² ;
- une activité de dépôts de liquides inflammables de 2° catégorie non classée au titre de l'ancienne rubrique 253.

L'activité du site a été autorisée par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16/10/2000.

Par ailleurs, un agrément de « centre VHU » référencé PR 59 00006D a été délivré par arrêté préfectoral du 10 juillet 2013.

Par décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des Installations Classées, la rubrique 286, qui soumettait à autorisation les dépôts de ferraille et carcasses de véhicules hors d'usage (VHU) de plus de 50 m², a été supprimée.

Cette dernière est remplacée par les rubriques suivantes :

- x 2710-1 "Installations de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets",
- x 2710-2 "Installations de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets",
- x 2712 « Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage »,
- x 2713 « Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712 »,

Cette demande de modification n'a pas d'incidence sur le classement du site au titre des ICPE et n'est donc pas jugée comme une modification substantielle. En outre, elle ne nécessite pas l'imposition de nouvelles prescriptions.

3.- Propositions

Compte tenu de ce qui précède, l'inspection propose à Monsieur le Préfet du Nord de prendre un arrêté préfectoral de mise à jour du classement en modifiant les dispositions des articles 1.1 et 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16/10/2000, conformément à la circulaire du 24/12/2010 relative aux précédents décrets modifiant la nomenclature des ICPE de traitement de déchets

Cet arrêté sera pris après avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

Un projet d'arrêté établi en ce sens est joint en annexe 1 au présent rapport.

L'exploitant a donné son accord sur ce projet d'arrêté par courriers électroniques du 19 et 20 mai 2016.

L'Inspecteur de l'environnement
(spécialité Installations Classées),



Stéphanie LAMAND

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Préfet de la Région Nord Pas-de-Calais-Picardie,
Préfet du Nord – DCPI/Bureau des ICPE
12 / 14, rue Jean Sans Peur – 59039 LILLE CEDEX
Prouvy, le 25 MAI 2016
La Cheffe d'Unité,



Isabelle LIBERKOWSKI

- x 2718 « Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719 ».

Quant à la rubrique 2711, relative au transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut, a été créé par le décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 étant donné que la directive européenne n°2002/96/CE du 27 janvier 2003 a introduit la notion de Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) et a imposé de fait aux Etats membres de mettre en place une filière spécifique pour la collecte et le traitement de ces déchets. Avant la parution de la rubrique 2711, l'activité de récupération des DEEE était notamment couverte par la rubrique 286.

La rubrique 1432 (ex 253) a été supprimée au 1er juin 2015. L'activité de stockage de carburants relève donc à présent de la rubrique 4734 créée par le Décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, article 4, Décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 et Rectificatif au JO n° 235 du 10 octobre 2015.

2.2 - Demande de modification

Par courrier en date du 3 mars 2011 et courrier électronique du 20 mai 2016, l'exploitant a demandé à augmenter les capacités mensuelles et annuelles de traitement des métaux ferreux, des métaux non ferreux et des batteries prévues à l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16/10/2000 étant donné que les capacités prévues dans cet arrêté ne correspondent plus à la réalité du site du fait du développement rapide de l'activité de recyclage et de la demande grandissante de leurs fournisseurs.

Les modifications demandées sont les suivantes :

	Article 1.2 de l'APA du 16/10/2000	Modifications souhaitées
Métaux ferreux	1 200 t/an	10 000 t/an
Métaux non ferreux	1 200 t/an	2 000 t/an
Batteries	36 t/an	200 t/an
Capacité globale mensuelle	200 t/mois	1 100 t/mois

L'exploitant précise que si les flux ont augmenté depuis 10 ans, au final la quantité stockée sur le site à un instant t n'a augmenté que très peu : c'est un métier de flux avec des stocks minimaux.

Pour rappel, le critère de classement pour les rubriques 2710-2 et 2713 correspond à la surface d'exploitation de l'activité. Pour les rubriques 2710-1 et 2718, il s'agit plutôt de la quantité maximale susceptible d'être stockée sur le site à un instant t. Ces données permettent bien le classement des installations ou activités, selon la gravité des dangers ou des inconvénients qu'elles présentent. Or, la demande d'augmentation des capacités mensuelles et annuelles de traitement ne concerne pas l'augmentation de ces données.

Projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire

Article R512-31 du Code de l'Environnement

Article 1

La société GALLOO FRANCE SA VALENCIENNES dont le siège social est situé Première avenue, PORT FLUVIAL – 59250 HALLUIN est tenue de respecter les dispositions complémentaires suivantes du présent arrêté pour le site exploité rue de la Bleue du Nord – 59300 VALENCIENNES, ce site étant autorisé par arrêté préfectoral du 16 octobre 2000.

Article 2

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2000 est modifié comme suit :

« La société GALLOO FRANCE SA VALENCIENNES dont le siège social est situé Première avenue, PORT FLUVIAL – 59250 HALLUIN est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur la parcelle référencée section B n°337 d'une contenance de 3 734 m², située rue de la Bleue du Nord – 59300 VALENCIENNES, les installations suivantes :

RUBRIQUE ICPE	LIBELLE DE L'INSTALLATION	CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION	REGIME
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, et 2712. La surface étant : 1 supérieure ou égale à 1 000 m ² : Autorisation 2 supérieure ou égale à 100 m ² mais inférieure à 1 000 m ² : Déclaration	Surface maximale de stockage de 3 000 m ²	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'Article R.511-10 du Code de l'Environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. supérieure ou égale à 1 t : Autorisation 2. inférieure à 1 t : Déclaration	Sont stockés sur le site : - des batteries au plomb : < 3 t , - des tournures souillées (huiles solubles de coupe) : < 2 t , - et des moteurs souillés (huiles moteurs) : < 15 t La quantité maximale stockée sur site est de 20 tonnes.	A
2712-1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : a) supérieure ou égale à 30 000 m ² (A) b) supérieure ou égale à 100 m ² et inférieure à 30 000 m ² → (E)	La surface de stockage des VHU non dépollués est de 50 m ² , celle de l'aire de dépollution des VHU est de 100 m ² et celle de stockage des déchets issus de la dépollution est de 100 m ² . La surface totale liée à l'activité VHU est de 250 m ²	
2710-1	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets : 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) supérieure ou égale à 7 t : Autorisation b) supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t : Déclaration	Le stockage maximal sur site de batteries apportées par les particuliers (activité de « métallerie ») est strictement inférieur à 7 tonnes	DC
2711-2	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 1. supérieur ou égal à 1000 m ³ → (A) 2. supérieur ou égal à 100 m ³ , mais inférieur à 1.000 m ³ → (DC)	Un stockage maximal de 980 m ³ est prévu sur site	DC

2710-2	<p>Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets :</p> <p>2. Collecte de déchets non dangereux :</p> <p>Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) supérieur ou égal à 600 m³ : Autorisation</p> <p>b) supérieur ou égal à 300 m³ et inférieur à 600 m³ : Enregistrement</p> <p>c) supérieur ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³ : Déclaration</p>	Le stockage maximal sur site de métaux apportés par les particuliers est strictement inférieur à 100 m ³	NC
3510	<p>Elimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - traitement biologique - traitement physico-chimique - mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 - récupération/ régénération des solvants - recyclage/ récupération de matières inorganiques autres que des métaux ou des composés métalliques - régénération d'acides ou de bases - valorisation des composés utilisés pour la réduction de la pollution - valorisation des constituants des catalyseurs - régénération et autres réutilisations des huiles - lagunage 	<p>Reconditionnement des batteries (pour élimination)</p> <p>Capacité de reconditionnement < 10 t/j</p>	NC
3550	<p>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.</p>	<p>Stockage temporaire sur le site de Valenciennes avant traitement par tri et/ou regroupement pour envoi vers d'autres sites.</p> <p>Stockage de batteries au plomb < 10 tonnes</p> <p>Stockage de tournures souillées < 2 tonnes</p> <p>Stockage de moteurs souillés < 15 tonnes</p> <p>La capacité totale est < 50 tonnes.</p>	NC
4734-2	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et nappas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés détection de fuite :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t (A-2)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t (E)</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (DC)</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t (A-2)</p> <p>b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total (E)</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total (DC)</p>	<p>400 l essence et 400 l gazole soit 0,66 t (Densité essence 0,79 / Densité Gazole 0,86)</p>	NC

Article 3

L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2000 est modifié comme suit :

« *La capacité de traitement autorisée est de :*

- *10 000 t/an pour les métaux ferreux,*
- *2 000 t/an pour les métaux non ferreux,*
- *200 t/an pour les batteries,*

soit environ 1 100 t /mois »

Article 4 Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille.

